

LETTRE DE L'ÉDITEUR

Un nouveau protectionnisme ?

« Cette concurrence extérieure, les protectionnistes la représentent comme déprimante, étouffante, même, pour les industries nationales de certains pays. »

Traité théorique et pratique d'Economie politique
par Paul LEROY-BEAULIEU (1896)

Il y a trente ans, Jean-Marcel Jeanneney, ancien ministre du Général de Gaulle, bien connu en Franche-Comté par ses racines haut-saônoises, publiait un essai, aujourd'hui oublié, mais qui mérite la relecture. Sous un titre provocateur *Pour un nouveau protectionnisme*, l'ancien maire de Rioz plaidait pour l'instauration d'un vrai cordon douanier autour de la CEE qui n'était pas encore l'UE et ne connaissait pas le laminage massif de ses entreprises et de l'emploi industriel. Jean-Marcel Jeanneney n'en avait pas moins posé la vraie question qui était celle de la réponse de la vieille Europe à l'érosion de sa protection douanière, à la concurrence des pays-tiers, émergents en particulier, à la désindustrialisation et au chômage.

Les faits sont têtus. L'appauvrissement des pays fondateurs du Marché commun, victimes des suppressions d'emploi et de la montée des revenus de répartition, substitués aux revenus du marché, confèrent une actualité inattendue à la thèse de Jean-Marcel Jeanneney, recyclée pendant la campagne des élections européennes.

Le débat s'avère incontournable si l'on veut bien convenir que la crise financière actuelle n'est que la version aggravée d'une anémie de longue date dont la cause est à rechercher dans ce phénomène de ciseaux qui oppose coûts de production, en France, et prix du marché, en économie ouverte. La réponse des gouvernements, de droite et de gauche, a été longtemps d'accepter l'ouverture de la paire de ciseaux, payée de déficits croissants et d'une dette devenue abyssale. La crise financière qui se double, aujourd'hui, d'une crise économique, rend toute son actualité à la thèse du Nouveau protectionnisme et surtout impose une réponse.

Par-delà la montée du chômage et de l'appauvrissement, par-delà la course aux déficits et à l'endettement, on devine trois issues qui, en fait, renvoient à une seule sortie de crise. La première serait le *statu quo* ou scénario de l'impossible. La France continuerait de produire trop cher, de raser ses usines pour reconstruire des salles de musique ou des maisons de retraite, de voir partir ses entreprises vers des cieux plus favorables. Le prix à payer est connu: elle paierait sa perte de compétitivité de la montée des déficits et de la dette. Ce scénario a des limites financières et politiques, la France ne pouvant se permettre de piétiner durablement les normes édictées par la zone euro pour en devenir le mouton noir.

Si les déficits et la dette ne peuvent être réduits, alors, il reste la solution du protectionnisme, évoquée avec prescience par Jean-Marcel Jeanneney, il y a trente ans et qui trouverait, aujourd'hui, une nouvelle actualité. Sans excès toutefois, car

cette thèse était déjà celle des tenants du repli de la France, en 1982-83, récusée *in extremis* par la trilogie Mitterrand-Mauroy-Delors. Il 'agissait de plaider à Bruxelles pour l'instauration d'une protection douanière aux frontières de l'UE et, qui sait, sous une forme cryptée, aux frontières de l'hexagone. On imagine aussitôt cet autre scénario de l'avenir compromis du marché unique et de l'euro, remplacé par un franc aussitôt en perdition. Guet-apens sans chemin de repli: l'Allemagne ne veut entendre parler ni d'ancien ni de nouveau protectionnisme pour l'UE. S'obstiner dans cette voie, c'est peu ou prou sortir de l'Europe. Qui veut en prendre la responsabilité ?

Reste donc la troisième voie, sans alternative, celle de l'emploi créé par la production plutôt que par la répartition, seul moyen de réduire la dépense publique. Il s'agit donc de faire baisser le coût du travail en réduisant le salaire brut qui inclut les charges sociales, payées par l'entreprise, aux dépens du salaire net. C'est la démonstration faite depuis des lustres, et en pure perte, par le travail frontalier. Il restera à redéployer le coût du salaire brut, comme la démonstration en est faite par la suppression de la taxe professionnelle et, à ce prix, on peut espérer que Continental investira plus dans l'Oise qu'en Roumanie, que Renault embauchera à Sandouville plutôt qu'en Slovénie, que Peugeot préférera Sochaux à la Slovaquie. On aura simplement redécouvert deux vérités premières de l'économie ouverte: les excentricités sur les coûts de production ne pardonnent pas et l'emploi durable, donc le revenu, sont le fait de la production et non de la répartition.

Jacques CHATELAIN

FOURNET-BLANCHEROCHE